

L'ONU DÉBOUTE LE CNT ET FAIT PARTIR L'OTAN DE LIBYE

L'Alliance, la mort dans l'âme !

C'est par un communiqué que le secrétaire général de l'Otan annonce la fin des opérations en Libye. «Le Conseil de l'Atlantique Nord a confirmé la décision prise il y a une semaine. Notre opération prendra fin le 31 octobre.» La rédaction du texte, sèche, sans en référer à l'ONU, indique, s'il en est besoin, que le désengagement otanien de Libye n'a pas été facile à obtenir.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

D'ailleurs, la suite du bulletin prouve que l'Alliance se plaît en Cyrénaïque, en Tripolitaine et dans le Fezzan. «D'ici là, ensemble et

avec nos partenaires, nous continuerons à surveiller la situation. Et, si nécessaire, nous continuerons à répondre aux menaces contre les civils.» Libyens, faut-il, tout de même, qu'on le précise.

Après vingt-six mille (26 000) sorties, neuf mille six cents (9 600) frappes «arrosant» cinq mille neuf cents (5 900) cibles, l'Organisation de l'Atlantique Nord consent, enfin, à se retirer. Pourtant, cela n'a pas été du tout facile. Plusieurs batailles au plan diplomatique, juridique et politique ont dû être livrées pour en arriver à ce laconique communiqué.

L'Alliance, s'arrimant, il y a 3 jours, au «souhait» du CNT de la voir prolonger son séjour, a émis le désir de répondre favorablement à la drôle d'invitation. Au sein du conseil de l'Otan, tout d'abord, donc en interne, et à l'ONU, ensuite, le rapport de force a basculé pour le retrait. Ce sont, encore une fois, les Etats-Unis, principaux pour ne pas écrire les seuls décideurs

dans Nato, qui ont fait basculer l'option vers le départ des forces otaniennes du ciel et de la mer libyens.

Les «States», pour des raisons que l'on saura, sans doute, dans le proche avenir, ont certes soutenu le démantèlement du régime Gueddafi, voire l'élimination physique de ce dernier, mais n'ont pas été, à l'image de la France ou du Royaume-Uni, dans la surenchère du dossier.

Partage de rôles ? Divergences entre les puissants de l'Occident face à la manière de gérer l'après-Guide de la révolution ? Casting de communication ? Accords secrets avec la Russie et la Chine concernant le pétrole de Libye ? Il y a sans doute de tout dans l'attitude américaine.

En plus, évidemment, du réel danger Aqmi dans les environs. Retour sur l'Otan à Bruxelles. Des gorges profondes traditionnellement autorisées indiquent quelques pistes pour les médias accrédités à Evre (siège de l'Alliance) ou auprès des institutions européennes (Commission et Parlement).

Wesbington aurait rapidement accepté à New York (ONU) les doléances russe, chinoise, sud-africaine de voir l'Otan plier armes et bagages, surtout armes. La France et le Royaume-Uni, initialement



Mustafa Abduljilil

Photo : DR

favorables au souhait du CNT (maintien de l'Otan) ont ensuite accepté de se rendre à l'évidence, vu le rapport de force. Pour autant, rien n'est encore acquis concernant le futur libyen de l'Alliance.

Les termes du communiqué annonçant la fin de «Unified Protector» sont ambigus et laissent la porte ouverte à un retour rapide de l'Alliance. Il n'est pas d'exemples qui prouvent que l'Otan

quitte les lieux après des opérations guerrières. Ou quitte les lieux tout court. Le modus operanti de l'Alliance en Libye a été, au demeurant, nouveau en tout.

Est-ce, sera-ce le début de la nouvelle Otan annonciateur du droit international de demain, c'est-à-dire, d'aujourd'hui ? Bien des décisions onusiennes ont été piétinées en Libye guédafienne par l'Otan.

A. M.

«Contacts informels» du procureur de la CPI avec Seif Al-Islam Kadhafi

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a affirmé hier avoir des «contacts informels» avec Seif Al-Islam, fils du défunt leader libyen Mouammar Kadhafi, au sujet de son éventuelle reddition à la Cour, qui le recherche pour crimes contre l'humanité.

«Nous avons des contacts informels avec Seif via des intermédiaires», a déclaré le procureur Luis Moreno-Ocampo, cité dans un communiqué. «Le bureau du procureur lui a signifié très clairement que s'il se rendait à la CPI, il aurait le droit d'être entendu devant la Cour, il sera innocent jusqu'à preuve du contraire.» Seif Al-Islam, 39 ans, est recherché par la CPI pour crimes contre l'humanité, dont le meurtre et la persécution, commis depuis le début de la révolte, à la mi-février, contre le régime de son père Mouammar Kadhafi, tué le

20 octobre à Syrte par des rebelles libyens. Successeur officieux de son père, qui était lui aussi recherché par la CPI, et «Premier ministre de facto» de l'ancien régime, selon la CPI, il fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI émis le 27 juin et d'une «notice rouge» d'Interpol depuis le 9 septembre. Selon un responsable touareg, Seif Al-Islam se serait rendu mardi à la frontière du Niger pour y chercher refuge tandis que le quotidien sud-africain *Beeld* avait assuré jeudi qu'un groupe de mercenaires sud-africains se trouvait toujours en Libye et tentait d'exfiltrer Seif Al-Islam. «Nous avons, en outre, appris par des voies informelles qu'un groupe de mercenaires a offert de transférer Seif dans un Etat africain qui n'est pas un Etat partie au Statut de Rome», le traité fondateur de la CPI, a ajouté M. Moreno-Ocampo.

«Le bureau du procureur explore également les possibilités d'intercepter tout avion dans l'espace aérien d'un Etat partie pour procéder à une arrestation», a souligné le procureur argentin. La CPI avait rappelé mercredi que le Niger, Etat partie au Statut de Rome, avait l'obligation de coopérer avec celle-ci en vue de l'arrestation de Seif Al-Islam au cas où il se trouverait sur le territoire nigérien. M. Moreno-Ocampo a assuré hier que son bureau «redoublait d'efforts» pour que soient exécutés les mandats d'arrêt contre Seif Al-Islam et l'ancien chef des services secrets militaires libyens, Abdallah Al-Senoussi, également recherché par la CPI. Selon des sources sécuritaires nigérienne et malienne, Abdallah Al-Senoussi serait passé du Niger au Mali avec quelques-uns de ses hommes.

SYRIE

Escalade de la répression, 30 civils tués

Vingt-cinq civils ont été tués hier en Syrie par les forces de l'ordre, alors que l'opposition au président Bachar al-Assad a appelé à manifester en faveur d'une zone d'exclusion aérienne pour mettre fin à la répression sanglante.

Les forces de sécurité ont tiré à balles réelles pour disperser des manifestations à Homs et à Hama, deux foyers de la contestation du régime dans le centre du pays. «Huit civils ont été tués dans divers quartiers de la ville de Hama, 20 autres dans la ville de Homs et un civil à Qousseir, dans la région de Homs», théâtre depuis plusieurs semaines d'opérations de l'armée, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Un civil a également été tué et dix autres blessés par les tirs des forces de sécurité à Tsil, dans la province de Deraa (sud). Plusieurs manifestations ont eu lieu à Homs après la prière du midi, en particulier dans le quartier de Deir Balaa, où près de 20 000 personnes ont défilé appe-

lant à la chute du régime, selon des militants. Et des affrontements ont lieu à Hama entre des déserteurs présumés et des membres des forces de l'ordre. Dans le nord-ouest, les forces armées et de sécurité ont procédé à des perquisitions dans le village de Kafrouma, dans la province d'Idlib, près de la frontière turque, arrêtant 13 personnes dont une femme et son fils de 12 ans, a ajouté l'OSDH, basé au Royaume-Uni. Dans la même région, «les funérailles d'un soldat déserteur se sont transformées à Maaret al-Nomaane en une importante manifestation» contre le régime, selon la même source.

Les militants pro-démocratie avaient appelé sur leur page Facebook à manifester hier en faveur d'une «zone d'exclusion aérienne», à l'image de la Libye, dans l'espoir que cela mette fin à la répression menée par le régime de M. Assad, qui a fait 3 000 morts depuis le début mi-mars de la contestation. «Nous appelons la communauté internationale à imposer une zone d'exclusion aérienne afin de permettre à l'armée syrienne libre» d'œuvrer avec plus de

liberté», ont-ils expliqué sur Facebook. L'«Armée syrienne libre» est une force d'opposition armée dont la création a été annoncée en juillet par le colonel Riad al-Asaad, qui a déserté et s'est réfugié en Turquie. Les défections et les affrontements entre soldats de l'armée régulière et déserteurs se sont multipliés ces dernières semaines. A Damas, malgré un déploiement massif des forces de sécurité, des dizaines de jeunes ont défilé pour la liberté dans le quartier de Barzé. Plus de 40 d'entre eux ont été arrêtés, selon l'OSDH.

Selon les Comités de coordination locaux (LCC), qui chapeautent les manifestations sur le terrain, des agents de sécurité ont encerclé les mosquées dans le quartier historique de Salhié, en plein cœur de la capitale, pour empêcher les manifestations. En Syrie, les rassemblements anti-Assad ont en général lieu à la sortie des mosquées après la prière, en particulier le vendredi. Au niveau international, l'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud, a déclaré jeudi que les 15 pays membres du Conseil de sécurité pourraient se retrouver pour une

nouvelle action visant la Syrie. «Nous sommes tous horrifiés par ce qui se passe en Syrie. Toutes les promesses de réforme ne mènent à rien», a dit M. Araud devant la presse. Début octobre, le veto de la Chine et de la Russie avait pourtant empêché une résolution menaçant Damas de «mesures ciblées».

La Chine a appelé le régime du président Assad à accélérer les réformes. L'émissaire spécial chinois pour le Proche-Orient, Wu Sike, qui a effectué une visite à Damas, a appelé jeudi à «mettre fin à tous les actes de violence et à l'effusion de sang et à mener des réformes par le biais du dialogue et des voies pacifiques».

La Lituanie a annoncé hier avoir interdit le survol de son territoire par des avions syriens à destination et en provenance de l'enclave russe de Kaliningrad, craignant qu'ils ne soient utilisés pour transporter du matériel militaire. Et l'Espagne a convoqué hier l'ambassadeur de Syrie à Madrid pour dénoncer le harcèlement et les intimidations dont plusieurs opposants syriens vivant en Espagne se disent victimes de la part de l'ambassade.

YÉMEN Des appels à faire juger le président Saleh

Des dizaines de milliers de Yéménites, rassemblés hier à Sanaa, ont appelé à faire juger le président Ali Abdallah Saleh, alors que cinq personnes ont été blessées, dont quatre grièvement, par les forces de sécurité à Taëz (sud-ouest), selon des témoins.

Dans l'après-midi, une femme a été tuée à Sanaa par un tireur embusqué alors qu'elle traversait, avec son mari, la rue Haël, au sud-ouest de la place du Changement, sur la ligne de démarcation entre forces loyales au régime et troupes dissidentes ralliées à la contestation, selon des témoins. Le corps de Kifaya al-Amoudi, 28 ans, a été transporté à l'hôpital de campagne sur la place du Changement, épicentre de la contestation dans la capitale, a indiqué à l'AFP une source médicale. La contestation réclame depuis janvier le départ de M. Saleh qui, accusé de corruption et de népotisme, refuse de céder malgré une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU l'invitant à signer un plan de sortie de crise proposé par des pays du Golfe et prévoyant sa démission en contrepartie d'une immunité. «Ô hommes épris de paix dans le monde, Saleh doit comparaître en justice», a scandé la foule, massée pour la prière musulmane hebdomadaire sur la rue Sittine, jouxtant la place du Changement.

«Pas d'immunité, pas de garantie, Saleh et ses agents doivent être jugés», protestataires, harangués par l'imam de la prière qui a appelé les forces loyalistes à «rejoindre leurs frères sur les places du Changement». «Nous avons tous besoin de cette révolution pour enrayer l'injustice au Yémen», a-t-il dit. Des échos d'explosions en provenance d'Al-Hassaba, un quartier du nord de Sanaa, étaient entendus sur la place du Changement, a rapporté un correspondant de l'AFP. Des échanges de tirs, qui ont éclaté dans la nuit entre forces tribales rivales à Al-Hassaba, se sont poursuivis par intermittence hier, ont indiqué des habitants. Les partisans du régime, rassemblés séparément sur la rue Sabiine près du palais présidentiel, ont scandé des slogans à la gloire de M. Saleh et des relations avec l'Arabie saoudite, saluant la mémoire du prince héritier saoudien, Sultan Ben Abdel Aziz, décédé il y a une semaine. A Taëz, un des fiefs de la contestation, cinq personnes ont été blessées, dont quatre grièvement, par des tirs des forces de sécurité contre un cortège funéraire, ont indiqué des témoins. Des rassemblements hostiles au régime ont également eu lieu dans d'autres villes du Yémen, dont Ibb et Houdeïda, selon des habitants.